Evasion de Radjabu : décryptage de l'affaire qui ébranle le sommet de l'Etat

IRIN, 10 mars 2015 Ce que reprÃ©sente lâ€™Ã©vasion dâ€™un dissident dans un climat tendu au Burundi BUJUMBURA - P
dâ€™une semaine aprÃ¨s son Ã©vasion dâ€™une prison de Bujumbura, Hussein Radjabu a fait une dÃ©claration. Cet ancien
commandant rebelle et homme politique puissant qui jouit dâ€™un large soutien populaire purgeait depuis huit ans une
condamnation Ã 13 ans de prison.Â Â« Je compte travailler avec tous les Burundais [pour Ã©laborer] une meilleure
politique qui rassemble tout le monde, afin que nous ayons un pays meilleur Â», a-t-il dÃ©clarÃ© au service Swahili de la
Voix de lâ€™AmÃ©rique, mettant fin aux rumeurs qui disaient quâ€™il avait peut-Ãªtre Ã©tÃ© assassinÃ©. Le lieu oÃ¹ il se tro
Ã©tÃ© rÃ©vÃ©lÃ©.

Le 1er mars, lâ€™Ã©vasion de M. Radjabu, qui a Ã©tÃ© bien prÃ©parÃ©e avec une aide extÃ©rieure, ajoute Ã lâ€™incertitu
de tension qui rÃ¨gne au Burundi Ã lâ€™approche des Ã©lections prÃ©sidentielles, programmÃ©es en juin. La question la plus
prÃ©occupante concernant le scrutin est de savoir si le prÃ©sident Pierre Nkurunziza, un ancien camarade devenu ennemi
jurÃ© de M. Radjabu, va Ãªtre candidat pour la troisiÃ¨me fois en dÃ©pit de la limite constitutionnelle de deux mandats.
IRIN fait le tour des principales questions. Qui est M. Radjabu ? Agronome de formation, M. Radjabu a fait partie
aussi bien de la branche armÃ©e que de la branche politique du mouvement rebelle du Conseil national pour la dÃ©fense
de la dÃ©mocratie-Forces pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD) lors de la guerre civile qui a dÃ©chirÃ© le Burund
de 1993 Ã 2005. Quand lâ€™organisation est devenue le parti politique au pouvoir sous la prÃ©sidence de M. Nkurunziza en
2005, M. Radjabu a exercÃ© les fonctions de secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral avant dâ€™Ãªtre renvoyÃ© puis accusÃ© dâ€™avoir for
insurrection en 2007. Bien quâ€™il nâ€™ait jamais Ã©tÃ© Ã la tÃªte de lâ€™Ã‰tat, beaucoup le considÃ©raient comme le r
puissant et le plus efficace du parti, dont il contrÃ´lait Ã lâ€™Ã©poque le service de renseignement. En tant que tel, il aurait
dirigÃ© la rÃ©pression de 2006 au cours de laquelle de nombreux opposants politiques avaient Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s. Pendant so
incarcÃ©ration, il a continuÃ© Ã bÃ©nÃ©ficier du soutien de membres haut placÃ©s du CNDD-FDD. Pourquoi a-t-il Ã©tÃ©
emprisonnÃ© ? En avril 2007, M. Radjabu avait Ã©tÃ© condamnÃ© pour outrage envers le chef de lâ€™Ã‰tat et menace Ã
sÃ©curitÃ© nationale pour avoir encourager lâ€™insurrection, ce qui lui a valu une peine de 13 ans de prison. Cette
condamnation a largement Ã©tÃ© attribuÃ©e Ã la menace politique quâ€™il reprÃ©sentait pour M. Nkurunziza. De nombreux
membres du parti estimaient que câ€™Ã©tait M. Radjabu, et non le prÃ©sident, qui accomplissait le plus gros de la charge
administrative dans la gouvernance du pays. Lorsquâ€™il Ã©tait derriÃ¨re les barreaux, M. Radjabu Ã©tait souvent dÃ©crit
comme Â« le plus cÃ©lÃ¨bre prisonnier politique Â» du Burundi. En dÃ©cembre, aprÃ¨s la rumeur de sa libÃ©ration
imminente, une foule en liesse sâ€™Ã©tait rassemblÃ©e devant la prison de haute sÃ©curitÃ© de Mpimba Ã Bujumbura. Au
dâ€™Ãªtre libÃ©rÃ©, M. Radjabu avait Ã©tÃ© mis Ã lâ€™isolement et placÃ© sous surveillance presque continue. Comment
? De son propre aveu, il a bÃ©nÃ©ficiÃ© de lâ€™aide de complices Ã lâ€™intÃ©rieur et Ã lâ€™extÃ©rieur de la prison. Ces
seulement libÃ©rÃ© M. Radjabu, mais Ã©galement ses coaccusÃ©s, son garde du corps et son intendant. Dâ€™aprÃ¨s un
tÃ©moignage, lâ€™opÃ©ration sâ€™est dÃ©roulÃ©e silencieusement et sans accroc pendant la nuit, si bien que personne da
prison ne lâ€™a appris avant le lendemain. Le porte-parole de la police Liboire Bakundukize a dÃ©clarÃ© que M. Radjabu Â«
bÃ©nÃ©ficiÃ© de la complicitÃ© dâ€™au moins trois gardiens dont le brigadier chef de corps, responsable Ã ce titre de la sÃ©
de toute la prison Â». Quelques jours plus tard, une photo de M. Radjabu a Ã©tÃ©Â publiÃ©e en ligneÂ ; on lâ€™y voit posan
ses coaccusÃ©s, Ndindi Ribakare et lâ€™ancien bras droit de M. Nkurunziza, le colonel ManassÃ© Nzobonimpa, qui avait
arrÃªtÃ© M. Radjabu en 2007 sur lâ€™ordre du prÃ©sident. Le lieu et la date de la photo nâ€™ont pas pu Ãªtre confirmÃ©s. U
du site Internet a commentÃ© : Â« nous sommes trÃ¨s heureux de vous voir hors de prison et nous plaÃ§ons beaucoup
dâ€™espoir en vous. Ceux qui sont protÃ©gÃ©s par Dieu ne peuvent pas Ãªtre lÃ©sÃ©s Â». Pourquoi est-ce important ? Pa
que câ€™est une annÃ©e Ã©lectorale dans un pays qui a un long passÃ© de rÃ©glement des luttes de pouvoir par la force de
armes, ce qui a des consÃ©quences dramatiques. (Quelque 300 000 personnes ont Ã©tÃ© tuÃ©es pendant la guerre civile).
Des assassinats politiques sont rÃ©guliÃ¨rement signalÃ©s et,Â au moment du nouvel an, lâ€™armÃ©e sâ€™est battueÂ con
groupe armÃ© non identifiÃ© cinq jours durant. Malgrâ© les opÃ©rations de dÃ©sarmement aprÃ¨s la guerre, de nombreuses
armes sont restÃ©es aux mains de particuliers au Burundi. Un retour Ã la guerre civile est peu probable, du moins pas
suivant le clivage hutu-tutsi comme câ€™Ã©tait le cas lors du conflit prÃ©cÃ©dent. Mais, il y a un mÃ©contentement gÃ©nÃ©
cause de lâ€™absence de dividendes de la paix et de croissance Ã©conomique tangibles, mais aussi Ã cause de
lâ€™extraordinaire richesse dâ€™une petite Ã©lite aux relations haut placÃ©es et issue des deux groupes ethniques. Les
Ã©chelons supÃ©rieurs de lâ€™appareil dâ€™Ã‰tat et de la sÃ©curitÃ© nationale sont maintenant divisÃ©s quant Ã savoir s
devrait se reprÃ©senter. Le prÃ©sident lui-mÃªme nâ€™a pas annoncÃ© ses intentions, mais ses partisans trouvent lâ€™argu
lâ€™obstacle constitutionnel non recevable. Ils font valoir que le prÃ©sident avait Ã©tÃ© nommÃ© par le parlement pour son
premier mandat, et non pas Ã lâ€™issue dâ€™Ã©lections nationales. Le prÃ©sident a rÃ©cemment rÃ©voquÃ© le chef du re
Godefroid Niyombare, car ce dernier serait dans le camp qui sâ€™oppose Ã sa nouvelle candidature. Comme câ€™est un fug
recherchÃ© par la justice, M. Radjabu ne peut pas se prÃ©senter lui-mÃªme aux Ã©lections, mais sa popularitÃ© constante et
lâ€™influence dont il jouit au sein du parti au pouvoir pourrait contrecarrer les plans de M. Nkurunziza. Â« Beaucoup de
puissants qui ont travaillÃ© avec M. Nkurunziza ne veulent pas quâ€™il se reprÃ©sente encore Â», a dÃ©clarÃ© Ã IRIN Gilbe
Bucyeyeneza, journaliste burundais du Groupe de presse Iwacu. Â« Il pourrait y avoir des violences au moment des
Ã©lections sâ€™il essaye de passer en force Â», a-t-il ajoutÃ©. Pierre-Claver Mbonimpa, le plus connu des dÃ©fenseurs des
droits de lâ€™homme au Burundi, a dÃ©clarÃ© que les membres du parti au pouvoir opposÃ©s Ã un troisiÃ¨me mandat
prÃ©sidentiel pourraient maintenant rejoindre M. Radjabu. M. Mbomimpa dÃ©nonce souvent les abus qui auraient Ã©tÃ©
commis par les jeunes affiliÃ©s au parti au pouvoir, les Imbonerakure. Â« Nous craignons que lâ€™Ã‰tat ne fasse appel aux
Imbonerakure, ce qui pourrait dÃ©clencher des violences Â», a-t-il dit. M. Radjabu lui-mÃªme nâ€™a pas directement abordÃ©
la question dâ€™un troisiÃ¨me mandat, mais sa rÃ©fÃ©rence Ã une Â« nouvelle politique Â» laisse peu de doute quant Ã sa
position sur le sujet.[Cet article ne reflÃ¨te pas nÃ©cessairement les vues des Nations Unies]